

BE-A0521_722852_803391_FRE

Inventaire des archives du Ministère de la
Reconstruction. Administration des
Dommages aux Biens privés : Série
provinciale. Province de Luxembourg, 1940-
1980



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	3
Consultation et utilisation.....	4
Conditions d'accès, de consultation.....	4
Conditions de reproduction.....	4
Instruments de recherche.....	4
Recommandations pour l'utilisation.....	4
Histoire du producteur et des archives.....	6
Producteur d'archives.....	6
Nom.....	6
Histoire institutionnelle.....	6
Archives.....	8
Historique.....	8
Acquisition.....	9
Contenu et structure.....	11
Contenu.....	11
Sélections et éliminations.....	14
Mode de classement.....	14
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	15
Archives du Ministère de la Reconstruction. Administration des Dommages aux Biens privés : Série provinciale. Province de Luxembourg.....	15
41 - 42 Dossier Dossier 7033122.....	21

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Ministère de la Reconstruction. Administration des Dommages aux Biens privés : Série provinciale. Province de Luxembourg

Période:

1940 - 1980

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.3319

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 52.00
- Etendue inventoriée: 6.80 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Ministère de la Reconstruction. Administration des Dommages aux Biens privés, 1940 - 1980

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS, DE CONSULTATION

Les archives de plus de 30 ans ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Pour consulter des archives qui contiennent des données à caractère personnel, le lecteur doit introduire une demande d'autorisation préalable auprès des Archives de l'État. Cette demande d'autorisation doit être introduite au moyen du formulaire " déclaration de recherche " disponible sur www.arch.be ou sur simple demande.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Il existe un fichier alphabétique pour l'ensemble du pays comportant le numéro de dossier, le nom du sinistré et son adresse, ainsi que le lieu du sinistre et un fichier géographique (par communes et, pour les grandes villes, par rues) comportant de nombreuses lacunes ¹. La version digitale du fichier alphabétique pour l'ensemble du pays est accessible via le moteur de recherche des Archives de l'État via l'URL https://search.arch.be/ead/BE-A0545_007278_006995_FRE. Le fichier papier est consultable aux Archives générales du Royaume ² - Dépôt Joseph Cuvelier. Quant au fichier géographique, il est consultable sur support papier aux Archives de l'État à Arlon.

RECOMMANDATIONS POUR L'UTILISATION

Il est à souligner que le dossier d'un bien sis dans une province appartenant à un propriétaire habitant dans une autre province, est classé dans la sous-série de la province du domicile du propriétaire.

Afin de trouver le dossier relatif à un bien, il est vivement conseillé de se munir du nom, prénom et adresses éventuelles du propriétaire afin de facilement retrouver le numéro de dossier dans le fichier alphabétique. Il est possible de retrouver le dossier d'un bien grâce au fichier géographique dont les fiches reprennent systématiquement le nom, prénom et adresse du propriétaire. Mais ce dernier outil de recherche est incomplet. Il est possible de directement prendre connaissance des lacunes du fichier géographique en consultant l'annexe D au présent inventaire.

S'il existe un dossier correspondant de la série provinciale comportant un ou

¹ Voir annexe D du présent inventaire.

des plans, une ou des photographies ou tout autre document remarquable, il est aisé de les consulter puisque la numérotation des séries centrale et provinciale est identique.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Ministère de la Reconstruction. Administration des Dommages aux Biens privés (1947-1952)

Anciens noms :

Commissariat général à la Restauration du Pays. Service des Dommages de Guerre aux Biens privés (1940-1944)

Ministère des Finances. Service des Dommages de Guerre aux Biens privés (1944-1945)

Ministère des Dommages de guerre. Service des Dommages de Guerre aux Biens meubles et immeubles (1945-1946)

Ministère de la Reconstruction. Administration des Dommages aux Biens (1946-1947)

HISTOIRE INSTITUTIONNELLE

La prise en considération de la problématique des malheurs liés aux faits de guerre est relativement nouvelle ². C'est en effet depuis le XXe siècle que la notion de réparation de dommages a connu un développement sans précédent. Auparavant, nul ne songeait à réclamer réparation et remboursement de destructions matérielles quand d'autres avaient sacrifié leur vie. Ces dommages matériels étaient acceptés avec fatalité et considéré comme une participation à l'effort de guerre.

C'est en fait à partir de la fin du XIXe siècle ³, avec les premières grosses catastrophes industrielles et le développement de l'idée de solidarité, qu'apparaissent les réparations des risques liés à l'activité sociale. Cette évolution a entraîné la création des mutuelles, des assurances sociales et enfin, bien entendu, de la Sécurité sociale. Le concept de " risque de guerre " pris en charge par l'État au nom de la solidarité nationale participe de cette évolution et ce, d'autant plus facilement, que les deux conflagrations mondiales ont engendré un niveau jamais atteint jusque-là de destructions et de dommages aux biens.

Dans le cas de la Seconde Guerre mondiale, la Belgique a fait valoir son expérience en matière d'indemnisation des dommages de guerre, expérience

2 DUHAMEL E., Les sinistrés : objet et enjeu politique in BARJOT D., BAUDOUI R. et VOLDMAN D., Les reconstructions en Europe (1945-1949), Bruxelles, 1997, p. 234-235.

3 Durant la Révolution française, l'Assemblée nationale avait déjà émis le principe de dommages de guerre (loi du 31 juillet 1792), mais la situation financière catastrophique du pays ne permit pas la mise en pratique de ce principe.

acquise depuis ce qui devait être la " Der des Der " ⁴. D'après des estimations, ce sont environ 19,7 % des immeubles existants en 1914, soit quelque 282.000 bâtiments, qui ont été touchés durant la Grande Guerre ⁵. Entre 1940 et 1945, ce sont plus de 500.000 immeubles sur les 2.173.000 existants avant-guerre qui ont été endommagés ou détruits, soit 23,3%. Néanmoins, contrairement à 14-18, la Deuxième Guerre mondiale n'a épargné aucune province ; presque toutes les villes ont servi de théâtre aux opérations militaires qui ont entraîné des destructions totales ou partielles à la suite de combats terrestres (essentiellement la Campagne des Dix-Huit Jours et la Bataille des Ardennes) et de bombardements aériens qu'ils soient alliés ou le fait des Allemands dont les bombes volantes V1 et V2 à la fin de la guerre.

Dès l'été 1940, forte de son expérience précédente, l'administration du pays, confiée aux seuls secrétaires généraux des ministères, met sur pied le Commissariat général à la Restauration du Pays qui sera chargé notamment de recueillir les premiers dossiers des sinistrés, de commencer l'évaluation de l'ensemble des dégâts, de raser les bâtiments trop endommagés par les bombardements ⁶, etc. De fait, l'essentiel des travaux de reconstruction sert les intérêts de l'occupant en se concentrant sur les voies de communication. À la Libération, l'arrêté des ministres réunis en conseil du 14 septembre 1944 met fin à l'activité du Commissariat général à la Restauration du Pays et transfère le Service des Dommages de Guerre aux Biens privés au Ministère des Finances. Ce service relèvera par la suite du Ministère des Dommages de Guerre et, à partir du 1er avril 1946, du Ministère de la Reconstruction ⁷.

Cependant, dans les faits, les choses vont avancer avec lenteur, car si l'étendue des dégâts est immense, les implications financières le sont tout autant. Les controverses se multiplient au Parlement d'autant plus que les hommes politiques se souviennent que leurs prédécesseurs de 1919 se sont avancés imprudemment en accordant rapidement des indemnités aux sinistrés avec l'idée que les Puissances ennemies rembourseraient les sommes avancées et durent faire face à de nombreux abus. Il faut donc attendre le 1er octobre 1947, soit quatre mois après le discours de Georges Marshall à Harvard qui expose la volonté du gouvernement des États-Unis de contribuer au rétablissement économique de l'Europe, pour que soit promulguée en Belgique

4 DEPOORTERE R., La Belgique et les réparations allemandes : la grande illusion, in CLAISSE S. et LEMOINE T., Comment (se) sortir de la Grande Guerre ? Regards sur quelques pays " vainqueurs " : la Belgique, la France et la Grande-Bretagne, Paris, 2005, p.127-154 ; CARNEL S., Entre espoir et désillusion. Le retour des sinistrés dans les régions dévastées après la Première Guerre mondiale, in Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique, Bruxelles, AGR, 2005 (Coll. Études sur la Première Guerre mondiale, n°11), p. 495-505.

5 Les 282.000 bâtiments se répartissent comme suit : 72.000 entièrement détruits, 10.000 partiellement détruits et environ 200.000 endommagés. Cf. DE NAEVER A., La Reconstruction des monuments et des sites en Belgique après la Première Guerre mondiale, dans Monumentum, vol. XX-XXI-XXII, 1982, p. 167-187. Cf. http://www.international.icomos.org/monumentum/vol20-21-22/vol20-21-22_14.pdf, site consulté le 9 septembre 2009.

6 Cf. Série d'archives Travaux de démolitions / réparations, 4,5m.

7 BOURGEOIS P., le Ministère des Victimes de guerre (1945-1946). Le Ministère des Dommages de Guerre (1945-1946). Le Ministère de la Reconstruction (1946-1952), Bruxelles, 1993, p. 28.

une loi relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. La loi veut répondre à deux nécessités : nécessité de reconstruire les richesses nationales et nécessité de compenser l'appauvrissement des personnes frappées dans leur patrimoine par des dommages de guerre ⁸. Le 6 juillet 1948, c'est une loi mettant à charge de l'État la réparation des dommages de guerre aux biens nécessaires à un service public ou à la poursuite d'une fin d'intérêt général qui sera sanctionnée par le Régent. Même si la constitution de dossiers individuels avait déjà débuté pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre, leur afflux massif auprès de l'administration peut commencer. L'Administration des Dommages aux Biens privés dispose de neuf directions provinciales et d'une Direction centrale des Services techniques, chargée d'étudier et de mettre au point une méthode rationnelle de reconstruction permettant de bâtir des logements aux prix les plus avantageux. À cette fin, elle assure la gestion de 48 coopératives destinées à aider les sinistrés à reconstruire dans les meilleures conditions. Cette politique d'aide aux sinistrés est étendue à la réquisition de locaux et à l'attribution des matériaux par priorité. La Direction technique se charge en outre de l'étude et de l'exécution de la construction massive d'habitations en chantier nationaux. Enfin, l'Administration des Dommages aux Biens se charge également de la liquidation du Fonds national de Secours aux Sinistrés créé le 13 juin 1942 sous forme d'une association sans but lucratif ⁹.

La procédure de traitement d'une demande d'indemnisation déposée par un particulier comporte de nombreuses possibilités et est assez complexe ¹⁰. La loi a instauré une procédure administrative à deux degrés et un recours éventuel devant la section d'administration du Conseil d'État. Les demandes sont adressées au directeur provincial des dommages de guerre qui a pour mission de chercher à conclure un accord avec le sinistré ¹¹. Le dossier introduit au niveau provincial peut en principe passer par 14 bureaux. La procédure entre le dépôt du dossier auprès du greffier et le traitement par le Conseil d'État compte 24 étapes administratives. Le niveau provincial sert de niveau intermédiaire. Le demandeur d'indemnisation dispose dès lors également d'un dossier au niveau national.

ARCHIVES

HISTORIQUE

Au début des années 1980, l'Administration des Dommages de Guerre

8 Cf. Session extraordinaire, 1946, Documents parlementaires, n°208 : Projet de loi sur la réparation des dommages de guerre aux biens privés, rapport fait au nom de la commission de la reconstruction par M. VRANCKX

9 BOURGEOIS P., Le Ministère des Victimes de guerre (1945-1946). Le Ministère des Dommages de Guerre (1945-1946). Le Ministère de la Reconstruction (1946-1952), Bruxelles, 1993, p. 29.

10 VANHOUTTE J., De herstelling van de oorlogsschade aan private goederen. Theoretische en praktische commentaar van de wet van 1 oktober 1947, Brussel, Leuven 1948 ; VRANCKX A.W., La réparation des dommages de guerre aux biens, Brugge, 1948.

11 VRANCKX A. W., La réparation des dommages de guerre aux biens, Bruges, 1949, p. 261.

rassemble tous ses dossiers individuels en un seul et même dépôt d'archives à Anderlecht rue Pasteur. Cette administration relève depuis 2002 du Service public fédéral (SPF) Intérieur, après être passée - après la suppression du Ministère de la Reconstruction - par le Ministère des Travaux publics en 1952, puis par celui des Communications et de l'Infrastructure en 1991 après la régionalisation des compétences en matière de travaux publics. En raison de son expérience dans le domaine de l'indemnisation aux dommages aux biens, elle s'est vue confiée, à partir de 1965, ceux subis par les colons au Congo lors de l'indépendance de la colonie belge et à partir de 1976, les dommages causés par des calamités. L'ensemble de ces documents constitue un ensemble archivistique de quelque 22 kilomètres linéaires, dont la plus grosse partie (environ 17 kilomètres) traite des dommages aux biens privés. Le nombre de dossiers individuels est estimé à près de 850.000 ¹². Depuis 2006, le SPF Intérieur, par souci de préservation de ce patrimoine archivistique d'une très grande richesse, a entrepris le tri et le conditionnement de ces archives préalablement à leur versement aux Archives générales du Royaume 2 - Dépôt Joseph Cuvelier.

ACQUISITION

Par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2002, le SPF Intérieur reprend du Ministère des Communications et de l'Infrastructure le service chargé des dossiers relatifs aux calamités, dommages de guerre et dommages au Congo ¹³. À cette occasion, le SPF Intérieur " hérite " d'un ensemble d'archives de plus de 22 kilomètres linéaires provenant pour l'essentiel du Ministère de la Reconstruction de l'Après-Guerre et conservées rue Pasteur à Anderlecht. Les conditions de conservation de ces archives sont largement insuffisantes. La moitié des dossiers entassés sur 15 niveaux d'étagères en bois et soumis aux aléas météorologiques est déjà largement gagnée par les moisissures et ne peut qu'être éliminée. Aussi, en collaboration avec les Archives de l'État, la Direction générale de la Sécurité civile - successeur en droit pour les archives " dommages de guerre aux biens " - décide de procéder au traitement de ces dernières afin de préserver ce matériau archivistique nécessaire à la recherche scientifique, utile aux actuelles administrations et destiné aux ayants droit. Le SPF Intérieur débloque les moyens nécessaires pour assurer la bonne fin des opérations. Près d'une dizaine de kilomètres linéaires de ces archives Dommages de Guerre seront versées aux Archives générales du Royaume 2 - Dépôt Joseph Cuvelier au cours de plusieurs versements successifs ¹⁴.

12 VANDENBOSCH H., Provinciale Directeur voor Oorlogsschade en Commissie van Beroep voor de Herstelling der Oorlogsschade aan Private Goederen, dans SIRJACOBS I. et VANDENBOSCH H., Les juridictions administratives en Belgique depuis 1795, Bruxelles, 2006, p. 605.

13 Moniteur belge du 1er août 2002. Arrêté ministériel du 22 juillet 2002 portant exécution de l'article 2, § 2, alinéa 2, 1° de l'arrêté royal du 14 janvier 2002 portant création du Service public fédéral Intérieur.

14 Pour plus d'amples informations sur l'opération " Pasteur " : ANTOINE F. et VANDEWEYER L., Rapport d'inspection des archives du service calamités / Direction générale de la Protection civile / SPF Intérieur, octobre 2005.

Le transfert du fonds depuis les Archives générales du Royaume 2 vers les Archives de l'État à Arlon a été effectué le 17 août 2021 (521/2021/0066/A).

Contenu et structure

CONTENU

Afin d'éclairer le chercheur sur les potentialités des archives " dommages de guerre " aux biens privés, il nous semble opportun de présenter de manière exhaustive le contenu de ces dossiers.

Durant l'Occupation, les secrétaires généraux n'ont pas le pouvoir de légiférer en matière de dommages de guerre. L'importance des dommages de guerre et la nécessité de sauvegarder en cette matière les intérêts de l'État comme ceux des sinistrés les ont amené cependant, d'une part, à prendre les mesures conservatoires de constatation et d'évacuation des dommages, et, d'autre part, à organiser la distribution des crédits à la restauration ¹⁵. En application de l'arrêté du 15 mars 1941, les sinistrés doivent remplir un formulaire général d'introduction des demandes de constatation et d'évaluation fourni par le Commissariat général à la Restauration du Pays. Sur ce formulaire en tête bêche adressé d'un côté aux personnes privées et de l'autre aux " sociétés, associations, etc. " doivent, entre autres, être consignés le nom, l'appellation ou la raison sociale de la société ; la nature de la société ; le numéro de registre de commerce ; la date de constitution ; le siège ; la nationalité ; le lieu du ou des sinistres ; le résumé de la déclaration du sinistre ; la demande de crédit et la déclaration antérieure ; le montant des dommages subis. Une série d'annexes peuvent être adjointes à ce formulaire, telles que factures, attestations, rapports d'activités, photographies ou encore listes de fourniture et de matériel. Dans un souci de continuité du service public en matière de dommages de guerre, les mesures prises sous le régime du comité des secrétaires généraux sont confirmées à la libération du pays contrairement à d'autres dispositions importantes notamment en matière de ravitaillement ¹⁶. D'après l'article 68 de la loi du 1er octobre 1947, toutes les dispositions légales des arrêtés des secrétaires généraux repris dans l'arrêté-loi du 30 novembre 1944 relatif au régime des crédits spéciaux destinés à faciliter la restauration des dommages causés par des faits de guerre à des biens meubles ou immeubles, ainsi que toutes les dispositions des arrêtés-loi concernant la réparation des dommages de guerre aux biens privés restent en vigueur ¹⁷. La loi du 1er octobre 1947 a comme idée maitresse que tous les dommages ne doivent pas bénéficier de la réparation (dommages monétaires, par exemple) et que les dommages même qui en bénéficient doivent être réparés selon des modalités différentes selon la nature des biens et l'importance des dommages ¹⁸. Dans cette optique, les dossiers de demande d'indemnisation peuvent se subdiviser à l'aide d' " intercalaires " reprenant les différents types de biens, à savoir :

- les biens immobiliers bâtis ;
- les biens immobiliers non bâtis (terres et terrains, aménagements fonciers) ;

15 VAN HOUTTE J., op. cit., p. 43.

16 Arrêté-loi du 30 novembre 1944, Moniteur belge du 9 décembre 1944.

17 Article 68 de la loi du 1er octobre 1947, Moniteur belge du 10 octobre 1947.

18 VAN HOUTTE J., op. cit., p. 52.

- l'équipement des exploitations industrielles, commerciales, artisanales et agricoles ; les biens meubles affectés à des fins professionnelles, au besoin d'un culte public, à des fins de philanthropie, d'éducation, d'enseignement ou de prévoyance sociale ;
- les marchandises et produits fabriqués par le sinistré ;
- les matières premières ; les provisions agricoles achetées ; les marchandises de revente ;
- le cheptel vivant (gros et menu bétail) ; les pigeons voyageurs ; les petits animaux domestiques ; les abeilles ;
- les récoltes sur pied ; les produits de ferme ; les animaux de basse-cour ;
- les cultures permanentes ; les plantations fruitières ;
- les arbres et plantations d'agrément ou d'ornement
- les navires et bateaux ; les bâtiments de navigation intérieure ¹⁹.

Conçue comme une loi de solidarité soumise à l'intérêt collectif, la loi d'indemnisation prévoit de mesurer la réparation en fonction de la capacité des sinistrés énoncée par leur état de fortune. Les sinistrés doivent à cet effet remettre au Directeur provincial de la Reconstruction compétent un relevé estimatif de tous les biens possédés par eux au 9 octobre 1944 et un extrait certifié conforme de la matrice cadastrale ²⁰. La copie d'un contrat de mariage, un acte de décès ou la copie d'un testament peuvent être transmis afin de compléter ce type d'informations.

Toujours suivant cette notion de solidarité nationale, la loi du 1er octobre 1947 prévoit l'exclusion des catégories de citoyens poursuivis et condamnés pour fait de collaboration avec l'ennemi, autrement dit ceux qui par leur attitude " *se sont désolidarisés du peuple belge*" ²¹. Dès lors, les sinistrés doivent à cet effet transmettre un certificat de civisme. Aux côtés des données relatives à la composition de famille, les condamnations encourues sont notifiées sur le bulletin de renseignements établis par la commune du sinistré. Inversement, une priorité absolue et une réparation intégrale sont octroyées aux sinistrés bénéficiant du statut de prisonnier politique et aux prisonniers de guerre ²². Afin de pouvoir disposer de ce traitement, ils doivent adjoindre à leur demande d'indemnisation une copie de la carte de prisonnier de guerre ou une copie de la décision de reconnaissance du statut de prisonnier politique. En fonction de l'arrêté-loi du 27 février 1947, les sinistrés prioritaires obtiennent des avances qui pouvaient évaluer " *deux fois le coût normal au 31 août 1939, de la réparation ou de la reconstruction de l'immeuble, compte tenu de sa vétusté matérielle et économique au jour du sinistre*" ²³.

Pour donner lieu à une intervention financière de l'État, les dommages causés

19 Arrêté du Régent du 7 novembre 1947 relatif au mode d'évaluation des dommages de guerre aux biens privés, Moniteur belge du 10-11 novembre 1947.

20 Arrêté du régent du 7 novembre 1947 relatif à la déclaration, à la consistance et au mode d'évaluation du patrimoine en matière de dommages de guerre aux biens privés, Moniteur belge du 10-11 novembre 1947.

21 Article 6 de l'exposé des motifs de la loi du 1er octobre 1947, Moniteur belge du 10 octobre 1947.

22 Article 11 de la loi du 1er octobre 1947, Moniteur belge du 10 octobre 1947.

23 BOURGEOIS P., le Ministère des Victimes de guerre (1945-1946). Le Ministère des Dommages de Guerre (1945-1946). Le Ministère de la Reconstruction (1946-1952), Bruxelles, 1993, p. 28.

par fait de guerre doivent être directs. Ainsi, la majeure partie des dossiers comprend une description détaillée relatant les opérations militaires, les mesures d'occupation, les actes de sabotage ou encore les infractions commises à la faveur de la désorganisation des pouvoirs publics ²⁴ afin d'établir nettement un lien entre le fait de guerre et le dommage subi. De même, l'intérêt de la collectivité commande que l'effort financier, représenté par la réparation des dommages de guerre, serve réellement à la reconstruction et à la reconstitution de l'équipement économique de la Nation. Dans ce cadre du "remploi", bon nombre de dossiers contiennent des demandes d'autorisation à affecter l'indemnité et le crédit à la reconstruction du bien à un autre emplacement ou à l'acquisition d'un nouveau bien tel que l'équipement industriel en vue de fabrications nouvelles ²⁵. De même que la vétusté matérielle est prise en compte dans l'évaluation du dommage ²⁶.

Depuis 1940, des crédits ont été accordés et ont aidé à la reconstruction des biens meubles à ceux qui ont tout perdu, la reconstruction du cheptel vivant et mort, pour les agriculteurs sinistrés, la reconstruction d'immeubles privés et industriels et la remise en marche d'établissements industriels et commerciaux. Ces crédits sont distribués par les organismes parastataux de crédit désignés à ces fins, à savoir : la Société nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI), l'Office central de Crédit hypothécaire (OCCH), l'Institut national de Crédit agricole (INCA), la Caisse nationale de Crédit professionnel (CNCP) et la Caisse nationale de Crédit aux Classes moyennes (CNCCM) ²⁷.

Vu que l'indemnisation octroyée par l'État doit être déduite des sommes payées par les compagnies d'assurance contre les risques de guerre ²⁸, les sinistrés doivent obligatoirement fournir une copie de leur police d'assurance. Enfin, les dossiers d'indemnisation se composent tout naturellement d'une série de documents relatifs à la procédure tel que le procès-verbal de constatation et d'évaluation des dommages, le rapport d'expertise des dégâts ou encore la fiche technique d'indemnisation définitive.

En 1945 en Belgique, 452.000 habitations sont sinistrées et 17.000 bâtiments industriels sont détruits. Les dossiers "dommages de guerre" offrent dès lors une masse très importante d'information utile à la reconstitution de l'histoire factuelle de la Seconde Guerre mondiale. À travers les archives "dommages de guerre", les historiens pourront, par exemple, pleinement mesurer les dégâts occasionnés au cours de la Campagne des Dix-Huit Jours, de la Bataille des Ardennes ou encore par les V1 et V2 sur Anvers et Liège. Ces archives sont également une source d'information considérable pour l'histoire économique, l'aménagement du territoire et la politique de reconstruction de l'après-guerre. Des études récentes en France et en Grande-Bretagne ont montré, en autres, que le besoin crucial de logements a donné naissance aux premières cités-dortoirs. De même, en Belgique, les usines quittent le centre des villes pour se concentrer dans des zonings industriels. Dans ces archives du service des Calamités sont également conservés un grand nombre de plans et de

24 Article 2 de la loi du 1er octobre 1947, Moniteur belge du 10 octobre 1947.

25 Article 8 de la loi du 1er octobre 1947, Moniteur belge du 10 octobre 1947.

26 Article 9 de la loi du 1er octobre 1947, Moniteur belge du 10 octobre 1947.

27 VAN HOUTTE J., La réparation..., p. 43.

28 Article 9 de la loi du 1er octobre 1947, Moniteur belge du 10 octobre 1947.

photographies qui sont les témoins de notre patrimoine. Les archives " dommages de guerre " peuvent en outre être encore d'utilité administrative en matière d'assainissement des sols et d'élaboration du cadastre du sous-sol (canalisations). Les dossiers " dommages de guerre " peuvent en outre constituer une mine de renseignements pour l'historien d'art, le généalogiste ou encore le sociologue.

Langues et écriture des documents

Les documents sont presque exclusivement rédigés en français et en néerlandais.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Les dossiers individuels qui composent la série " Administration des Dommages aux Biens privés. Décomptes " ont été éliminés puisqu'ils contenaient des documents de type comptable conservés également dans les dossiers individuels de la série " Administration des Dommages aux Biens privés. Série centrale " qui sont conservés quant à eux dans son intégralité.

Les dossiers individuels de la série " Administration des Dommages aux Biens privés. Série provinciale " sont constitués - pour l'essentiel - des mêmes documents que ceux de la série " Administration des Dommages aux Biens privés. Série centrale " (rapport administratif, rapport technique, certificats de nationalité et de civisme, procès-verbaux de constatation des dommages, etc.). La série " Administration des Dommages aux Biens privés. Série provinciale " recèle en outre certains documents qui méritent d'être conservés à savoir de façon générale les photographies, cartes et plans. Étant donné que la série " Administration des Dommages aux Biens privés. Série centrale " était conservée dans un dépôt offrant de relativement bonnes conditions de conservation, ces archives sont destinées à être conditionnées et versées intégralement aux Archives de l'État. Les dossiers de la série " Administration des Dommages aux Biens privés. Série provinciale " étaient conservés dans deux autres dépôts touchés par les moisissures et firent, par contre, l'objet d'un tri sélectif : conservation des photographies, cartes, plans ou tout autre document remarquable et élimination du reste ²⁹.

MODE DE CLASSEMENT

Les numéros attribués par l'administration suivent l'ordre d'ouverture des dossiers et correspondent à un fichier alphabétique des noms de famille des demandeurs et un fichier géographique.

29 ANTOINE F. et VANDEWEYER L., Rapport d'inspection des archives du service calamités / Direction générale de la Protection civile / SPF Intérieur, octobre 2005.

Description des séries et des éléments

ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION. ADMINISTRATION DES DOMMAGES AUX BIENS PRIVÉS : SÉRIE PROVINCIALE. PROVINCE DE LUXEMBOURG

- 1 Dossiers 7000004; 7000070; 7000075; 7000085; 7000089;
7000273; 7000325; 7000399; 7000411; 7000429; 7000433;
7000434; 7000502; 7000531; 7000571; 7000574; 7000642;
7000690; 7000805; 7000810; 7000822; 7000824; 7000843;
7000850; 7000860; 7000878 882; 7000885; 7000921; 7000975;
7001000; 7001027; 7001036; 7001045; 7001051; 7001074;
7001092; 7001184; 7001199; 7001237; 7001245.
- 2 Dossiers 7001253; 7001310; 7001315; 7001319; 7001328;
7001363; 7001365; 7001383; 7001383; 7001384; 7001392;
7001397; 7001399; 7001425; 7001429; 7001440; 7001489;
7001491; 7001504; 7001525; 7001538; 7001547; 7001556;
7001578; 7001615; 7001633; 7001634; 7001635; 7001648;
7001658; 7001667; 7001710; 7001730; 7001752; 7001798;
7001821; 7001823; 7001830; 7001875; 7001920; 7001927;
7001944.
- 3 Dossiers 7002000; 7002013; 7002028; 7002032; 7002058;
7002079; 7002109; 7002133; 7002136; 7002139; 7002152;
7002194; 7002215; 7002241; 7002243; 7002270; 7002272;
7002302; 7002322; 7002329; 7002352; 7002378; 7002406;
7002431; 7002445; 7002479; 7002481; 7002522; 7002532;
7002549; 7002557; 7002583; 7002593; 7002601; 7002604;
7002614; 7002618; 7002619; 7002634; 7002648; 7002650;
7002664.
- 4 Dossiers 7002680; 7002741; 7002760; 7002767; 7002772;
7002774; 7002776; 7002785; 7002790; 7002797; 7002809;
7002843; 7002939; 7003043; 7003046; 7003060; 7003077;
7003108; 7003147; 7003153; 7003225; 7003305; 7003306;
7003326; 7003330; 7003331; 7003399; 7003413; 7003416;
7003494; 7003502; 7003504; 7003548; 7003558; 7003586;
7003600; 7003613; 7003626; 7003630; 7003653; 7003674;
7003683; 7003695; 7003696.
- 5 Dossiers 7003787; 7003865; 7003878; 7003911; 7003956;
7003971; 7004010; 7004014; 7004035; 7004047; 7004051;
7004053; 7004080; 7004161; 7004176; 7004178; 7004227;
7004241; 7004318; 7004362; 7004378; 7004401; 7004403;
7004441; 7004521; 7004564; 7004545; 7004574; 7004587;

7004627; 7004661; 7004677; 7004691; 7004703; 7004713;
7004717; 7004740; 7004813; 7004850; 7004910; 7004951;
7004979; 7004988.

6 Dossiers 7005069; 7005091; 7005115; 7005125; 7005140;
7005151; 7005153; 7005158; 7005167; 7005184; 7005196;
7005221; 7005253; 7005287; 7005320; 7005325; 7005406;
7005413; 7005433; 7005488; 7005517; 7005559; 7005613;
7005617; 7005621; 7005659; 7005682; 7005794; 7005826;
7005873; 7005882; 7005886; 7005895; 7005912; 7005927;
7005933; 7005942; 7005955; 7005991.

7 Dossiers 7006002; 7006008; 7006022; 7006041; 7006068;
7006081; 7006112; 7006119; 7006134; 7006137; 7006152;
7006163; 7006218; 7006224; 7006264; 7006279; 7006331;
7006336; 7006388; 7006411; 7006420; 7006451; 7006452;
7006474; 7006489; 7006520; 7006548; 7006635; 7006660;
7006664; 7006666; 7006681; 7006691; 7006704; 7006746.

8 Dossiers 7006749; 7006778; 7006792; 7006808; 7006880;
7006897; 7006910; 7006951; 7006960; 7006964; 7006985;
7007000; 7007053; 7007054; 7007055; 7007062; 7007065;
7007080; 7007083; 7007156; 7007160; 7007177; 7007187;
7007189; 7007209; 7007233; 7007254; 7007256; 7007264;
7007266; 7007281; 7007306; 7007321; 7007324; 7007328;
7007329; 7007368; 7007374; 7007379.

9 Dossiers 7007387; 7007406; 7007420; 7007467; 7007496;
7007505; 7007513; 7007550; 7007560; 7007602; 7007617;
7007640; 7007644; 7007651; 7007716; 7007723; 7007758;
7007765; 7007769; 7007774; 7007788; 7007789; 7007832;
7007871; 7007872; 7007878; 7007880; 7007887; 7007888;
7007900; 7007904; 7007962; 7007979; 7007987.

10 Dossiers 7008009; 7008029; 7008047; 7008067; 7008084;
7008110; 7008120; 7008121; 7008128; 7008134; 7008177;
7008199; 7008318; 7008338; 7008343; 7008365; 7008387;
7008447; 7008455; 7008478; 7008507; 7008579; 7008602;
7008605; 7008622; 7008643; 7008646.

11 Dossiers 7008647; 7008664; 7008669; 7008672; 7008675;
7008721; 7008736; 7008743; 7008748; 7008753; 7008793;
7008800; 7008825; 7008895; 7008911; 7008928; 7009046;
7009068; 7009081; 7009097; 7009101; 7009113; 7009118;
7009134; 7009202; 7009253; 7009270; 7009276; 7009292;
7009309; 7009315; 7009316.

12 Dossiers 7009320; 7009340; 7009362; 7009419; 7009421;

7009426; 7009452; 7009482; 7009498; 7009514; 7009551;
7009573; 7009623; 7009635; 7009679; 7009695; 7009719;
7009738; 7009772; 7009805; 7009818; 7009825; 7009836;
7009848; 7009854; 7009864; 7009867; 7009879; 7009885;
7009887; 7009909; 7009910; 7009960; 7009965.

13 Dossiers 7010056; 7010077; 7010088; 7010123; 7010124;
7010199; 7010219; 7010221; 7010222; 7010250; 7010265;
7010318; 7010339; 7010350; 7010378; 7010405; 7010410;
7010415; 7010422; 7010459; 7010492; 7010504; 7010529;
7010562; 7010567; 7010577; 7010580; 7010604; 7010632;
7010654; 7010704; 7010705; 7010714.

14 Dossiers 7010737; 7010745; 7010750; 7010759; 7010785;
7010794; 7010867; 7010868; 7010873; 7010990; 7010996;
7011016; 7011034; 7011055; 7011056; 7011060; 7011063;
7011067; 7011084; 7011086; 7011118; 7011217; 7011219;
7011241; 7011245; 7011257; 7011261; 7011283; 7011305;
7011363; 7011452; 7011508; 7011510.

15 Dossiers 7011513; 7011633; 7011638; 7011640; 7011712;
7011718; 7011730; 7011734; 7011739; 7011748; 7011762;
7011763; 7011767; 7011803; 7011855; 7011871; 7011888;
7011894; 7011898; 7011899; 7011900; 7011920; 7011926;
7011931; 7011959; 7011976; 7011986; 7011993; 7012003;
7012008; 7012009; 7012027; 7012031; 7012037; 7012048;
7012065; 7012125; 7012127.

16 Dossiers 7012144; 7012159; 7012170; 7012244; 7012316;
7012332; 7012348; 7012379; 7012457; 7012477; 7012478;
7012480; 7012490; 7012491; 7012506; 7012511; 7012512;
7012532; 7012536; 7012545; 7012546; 7012552; 7012555;
7012558; 7012574; 7012586; 7012597; 7012635; 7012637;
7012647; 7012649; 7012657; 7012661; 7012665; 7012667;
7012684; 7012686; 7012694; 7012696; 7012709; 7012714.

17 Dossiers 7012722; 7012745; 7012774; 7012779; 7012806;
7012809; 7012810; 7012818; 7012862; 7012894; 7012896;
7012905; 7012954; 7012956; 7013007; 7013023; 7013037;
7013067; 7013068; 7013069; 7013113; 7013142; 7013156;
7013157; 7013187; 7013196; 7013200; 7013205; 7013217;
7013254; 7013262; 7013303; 7013311; 7013312; 7013332.

18 Dossiers 7013345; 7013439; 7013462; 7013471; 7013486;
7013561; 7013600; 7013606; 7013612; 7013629; 7013646;
7013656; 7013699; 7013701; 7013717; 7013733; 7013738;
7013786; 7013789; 7013790; 7013797; 7013924; 7013945;
7013979; 7013987; 7014003; 7014026; 7014029; 7014127;

7014175; 7014177; 7014188; 7014207; 7014208; 7014214.

19 Dossiers 7014259; 7014278; 7014290; 7014356; 7014368;
7014394; 7014406; 7014413; 7014468; 7014548; 7014577;
7014594; 7014595; 7014631; 7014635; 7014639; 7014662;
7014720; 7014728; 7014741; 7014750; 7014755; 7014810;
7014841; 7014867; 7014891; 7014906; 7014916; 7014923;
7014946; 7014973.

20 Dossiers 7015004; 7015038; 7015045; 7015056; 7015068;
7015087; 7015101; 7015108; 7015140; 7015150; 7015155;
7015229; 7015273; 7015286; 7015332; 7015341; 7015398;
7015400; 7015417; 7015492; 7015499; 7015512; 7015547;
7015555; 7015586; 7015614; 7015622; 7015630; 7015638;
7015680; 7015712; 7015723; 7015738; 7015740; 7015761;
7015765; 7015771; 7015772; 7015802; 7015806; 7015810;
7015851; 7015856; 7015858; 7015859.

21 Dossiers 7015870; 7015880; 7015885; 7015890; 7015893;
7015894; 7015904; 7015908; 7015915; 7015916; 7015923;
7015944; 7015949; 7015975; 7015982; 7015996; 7015997;
7015999; 7016006; 7016012; 7016037; 7016050; 7016052;
7016054; 7016057; 7016058; 7016061; 7016070; 7016076;
7016078; 7016079; 7016081; 7016090; 7016100; 7016103;
7016121.

22 Dossiers 7016131; 7016146; 7016174; 7016177; 7016186;
7016196; 7016202; 7016233; 7016238; 7016241; 7016258;
7016273; 7016274; 7016277; 7016279; 7016281; 7016392;
7016438; 7016458; 7016503; 7016508; 7016618; 7016655;
7016682; 7016695; 7016708; 7016711; 7016713; 7016760;
7016774; 7016775; 7016794; 7016811; 7016815; 7016818;
7016823; 7016846; 7016847; 7016853; 7016907; 7016922;
7016942; 7016944; 7016982.

23 Dossiers 7017007; 7017008; 7017010; 7017016; 7017020;
7017054; 7017059; 7017089; 7017090; 7017092; 7017120;
7017124; 7017153; 7017161; 7017176; 7017180; 7017182;
7017196; 7017197; 7017204; 7017209; 7017261; 7017281;
7017289; 7017315; 7017316; 7017348; 7017417.

24 Dossiers 7017431; 7017442; 7017465; 7017543; 7017578;
7017585; 7017597; 7017618; 7017650; 7017666; 7017685;
7017692; 7017695; 7017703; 7017722; 7017725; 7017727;
7017730; 7017733; 7017735; 7017736; 7017737; 7017740;
7017741; 7017745; 7017763; 7017785; 7017799; 7017800;
7017805; 7017806; 7017808; 7017810; 7017811; 7017818;
7017820; 7017821; 7017840.

- 25 Dossiers 7017843; 7017854; 7017860; 7017861; 7017867;
7017885; 7017911; 7017913; 7017924; 7017940; 7017945;
7017946; 7017977; 7017992; 7017999; 7018029; 7018055;
7018067; 7018072; 7018085; 7018116; 7018127; 7018129;
7018132; 7018149; 7018163; 7018170; 7018173; 7018202;
7018231; 7018235; 7018245; 7018265; 7018300; 7018350.
- 26 Dossiers 7018412; 7018414; 7018431; 7018570; 7018573;
7018580; 7018591; 7018594; 7018641; 7018642; 7018686;
7018700; 7018732; 7018756; 7018812; 7018821; 7018870;
7018899; 7018927; 7018974; 7018977; 7018983; 7018997;
7019021; 7019029; 7019044; 7019056; 7019060; 7019067;
7019070; 7019091; 7019116; 7019118; 7019128; 7019132;
7019136; 7019199; 7019204; 7019239; 7019266; 7019284;
7019299.
- 27 Dossiers 7019317; 7019321; 7019322; 7019331; 7019363;
7019364; 7019365; 7019367; 7019368; 7019374; 7019384;
7019393; 7019444; 7019449; 7019460; 7019463; 7019479;
7019530; 7019547; 7019570; 7019604; 7019636; 7019652;
7019684; 7019700; 7019701; 7019709; 7019713; 7019725;
7019729; 7019731; 7019754; 7019776; 7019786; 7019809;
7019860; 7019869; 7019892.
- 28 Dossiers 7019906; 7019908; 7019911; 7019965; 7019970;
7019983; 7019995; 7020054; 7020057; 7020123; 7020221;
7020242; 7020260; 7020265; 7020274; 7020313; 7020333;
7020367; 7020480; 7020482; 7020505; 7020513; 7020532;
7020533; 7020535; 7020536; 7020608; 7020674; 7020777;
7020781; 7020844; 7020959; 7020995; 7020997.
- 29 Dossiers 7021003; 7021021; 7021034; 7021047; 7021069;
7021079; 7021166; 7021180; 7021211; 7021212; 7021215;
7021216; 7021230; 7021232; 7021321; 7021322; 7021336;
7021371; 7021380; 7021605; 7021743; 7021769; 7021821;
7021859; 7021867; 7021904; 7021918; 7021925; 7021927;
7021975; 7021989; 7021904; 7022174.
- 30 Dossiers 7022332; 7022335; 7022343; 7022367; 7022420;
7022453; 7022458; 7022459; 7022498; 7022668; 7022672;
7022694; 7022696; 7022775; 7022782; 7022783; 7022785;
7022863; 7022865; 7022874; 7022878; 7022929; 7022933;
7022950; 7022957; 7023003; 7023096; 7023117; 7023128;
7023132; 7023191; 7023268; 7023285; 7023288; 7023302;
7023312.
- 31 Dossiers 7023313; 7023327; 7023351; 7023405; 7023456;

7023468; 7023497; 7023678; 7023777; 7023791; 7023893;
7023993; 7024006; 7024091; 7024093; 7024095; 7024131;
7024139; 7024172; 7024210; 7024237; 7024278; 7024281;
7024323; 7024324; 7024328; 7024362; 7024420; 7024507;
7024523; 7024536; 7024547; 7024652; 7024683; 7024694;
7024718; 7024733; 7024742; 7024857; 7024869; 7034977.

32 Dossiers 7025015; 7025060; 7025116; 7025178; 7025321;
7025342; 7025360; 7025409; 7025480; 7025527; 7025530;
7025591; 7025629; 7025635; 7025677; 7025681; 7025730;
7025742; 7025751; 7025754; 7025760; 7025795; 7025813;
7025814; 7025823; 7025848; 7025851; 7025877; 7025878;
7025904; 7025917; 7025972; 7025987.

33 Dossiers 7026001; 7026023; 7026055; 7026119; 7026184;
7026214; 7026229; 7026281; 7026319; 7026400; 7026508;
7026514; 7026582; 7026586; 7026673; 7026679; 7026689;
7026710; 7026711; 7026731; 7026735; 7026755; 7026769;
7026797; 7026802; 7026940; 7026971; 7026986; 7026991;
7026997; 7027003; 7027031; 7027032; 7027041; 7027084;
7027090; 7027093; 7027095; 7027133; 7027135.

34 Dossiers 7027184; 7027221; 7027232; 7027251; 7027276;
7027277; 7027309; 7027499; 7027545; 7027572; 7027597;
7027627; 7027708; 7027714; 7027733; 7027769; 7027841;
7027879; 7027903; 7027942; 7027997; 7028035; 7028053;
7028054; 7028061; 7028065; 7028155; 7028159; 7028167;
7028181; 7028197; 7028208; 7028222; 7028250; 7028310;
7028324; 7028337; 7028358; 7028383.

35 Dossiers 7028403; 7028461; 7028479; 7028506; 7028536;
7028540; 7028548; 7028595; 7028599; 7028625; 7028645;
7028651; 7028658; 7028681; 7028806; 7028809; 7028823;
7028844; 7028848; 7028849; 7028869; 7028877; 7028925;
7028933; 7028963; 7028979; 7028988.

36 Dossiers 7029015; 7029039; 7029063; 7029076; 7029082;
7029088; 7029150; 7029230; 7029233; 7029247; 7029249;
7029253; 7029260; 7029267; 7029315; 7029327; 7029331;
7029333; 7029374; 7029438; 7029467; 7029469; 7029471;
7029480; 7029524; 7029532; 7029544; 7029548; 7029558;
7029559; 7029571; 7029573; 7029593; 7029610; 7029615;
7029621; 7029629; 7029665; 7029693; 7029712; 7029713;
7029720; 7029736; 7029738; 7029759; 7029764; 7029772.

37 Dossiers 7029774; 7029780; 7029785; 7029800; 7029827;
7029829; 7029859; 7029864; 7029941; 7029959; 7029977;
7029999; 7030009; 7030038; 7030058; 7030093; 7030106;

7030175; 7030201; 7030207; 7030223; 7030225; 7030227;
7030229; 7030238; 7030287; 7030316; 7030359; 7030422.

38 Dossiers 7030428; 7030430; 7030458; 7030472; 7030493;
7030495; 7030518; 7030533; 7030535; 7030542; 7030543;
7030545; 7030553; 7030591; 7030592; 7030605; 7030615;
7030643; 7030657; 7030685; 7030718; 7030770; 7030781;
7030783; 7030813; 7030915; 7030923; 7030950; 7031005;
7031007; 7031068; 7031180; 7031212; 7031283; 7031290;
7031304; 7031307; 7031325; 7031439; 7031451; 7031484;
7031498.

39 Dossiers 7031505; 7031541; 7031542; 7031589; 7031610;
7031677; 7031680; 7031706; 7031713; 7031715; 7031724;
7031730; 7031737; 7031781; 7031846; 7031898; 7031962;
7032024.

40 Dossiers 7032054; 7032074; 7032078; 7032086; 7032142;
7032149; 7032156; 7032190; 7032227; 7032290; 7032302;
7032349; 7032366; 7032405; 7032410; 7032442; 7032529;
7032531; 7032549; 7032561; 7032615; 7032655; 7032663;
7032711; 7032717; 7032724; 7032740; 7032775; 7032800;
7032802; 7032806; 7032828; 7032842; 7032848; 7032856;
7032872; 7032875; 7032905; 7032950; 7032953; 7033043.

41 - 42 DOSSIER DOSSIER 7033122.

41 Dossier 7033122 (1re partie).

42 Dossier 7033122 (2e partie).

43 Dossiers 7033125; 7033204; 7033219; 7033237; 7033246;
7033258; 7033271; 7033273; 7033302; 7033322; 7033342;
7033378; 7033404; 7033489; 7033516; 7033687; 7033716;
7033851; 7033891; 7033818; 7033904.

44 Dossiers 7034023; 7034076; 7034102; 7034150; 7034171;
7034178; 7034188; 7034215; 7034296; 7034300; 7034327;
7034360; 7034362; 7034399; 7034410; 7034418; 7034484;
7034501; 7034508; 7034512; 7034529; 7034584; 7034598;
7034601; 7034603; 7034652; 7034693; 7034738; 7034788;
7034865; 7034892; 7034900; 7034943; 7034959; 7034970.

45 Dossiers 7035014; 7035017; 7035034; 7035057; 7035060;
7035079; 7035098; 7035154; 7035165; 7035166; 7035170;
7035209; 7035219; 7035239; 7035277; 7035327; 7035328;
7035359; 7035365; 7035371; 7035411; 7035423; 7035484;
7035599; 7035609; 7035634; 7035656; 7035659; 7035669;

7035758; 7035794; 7035920; 7035923; 7035958; 7035995;
7036088; 7036117; 7036188; 7036208; 7036241; 7036256.

46 Dossiers 7036257; 7036312; 7036352; 7036426; 7036464;
7036469; 7036530; 7036544; 7036569; 7036600; 7036605;
7036673; 7036703; 7036775; 7036791; 7036797; 7036800;
7036823; 7036838; 7036902; 7036962; 7037092; 7037097;
7037189; 7037207; 7037216; 7037287; 7037382; 7037424;
7037498; 7037528.

47 Dossiers 7037563; 7037645; 7037672; 7037697; 7037777;
7037850; 7037935; 7038115.

48 Dossiers 7033223; 7038319; 7038400; 7038453; 7038475;
7038480; 7038507; 7038511; 7038513; 7038555; 7038592;
7038625; 7038664; 7038702; 7038732; 7038758; 7038843;
7038989; 7039043; 7039134; 7039211; 7039412; 7039569;
7039725; 7039779; 7039802; 7039840; 7039886; 7039901.

49 Dossiers 7039905; 7039909; 7039924; 7039930; 7039932;
7039957 40030; 7040057; 7040084; 7040213.

50 Dossiers 7040304; 7040415; 7040440; 7040521; 7040540;
7040550; 7040637; 7040655; 7040689; 7040728; 7040857;
7040954; 7041092; 7041159; 7041189; 7041197; 7041424;
7041252; 7041338; 7041350; 7041368; 7041385; 7041573;
7042612; 7042614; 7042643; 7042651; 7042653; 7042669;
7042691; 7042693; 7042696; 7042697; 7042719; 7042726;
7042731; 7042740; 7042775; 7042874; 7042904; 7042948;
7042979.

51 Dossiers 7043034; 7043116; 7045092; 7047215; 7047282;
7047307.

52 Dossier 7047307.